

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 06/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SMFF

ROUTE DE SELONGEY
21610 FONTAINE FRANCAISE

Références : 2022-498
Code AIOT : 0005401098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement SMFF implanté route de Chazeuil 21610 FONTAINE FRANCAISE. L'inspection a été annoncée le 01/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la déclaration d'incident du 23 novembre 2022, par laquelle l'exploitant estime qu'une fuite de fioul a entraîné une perte estimée à 33 m3 de fioul.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMFF
- route de Chazeuil 21610 FONTAINE FRANCAISE
- Code AIOT : 0005401098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société SMFF est créée en 1969 sur le territoire de la commune de FONTAINE FRANCAISE.

La société SMFF conçoit et fabrique des semi-remorques, porteurs, remorques et caisses mobiles citernes en acier, acier inoxydable, aluminium et autres matériaux non métalliques pour le transport de produits liquides : alimentaires, chimiques ou pétroliers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à la découverte de la fuite sur la canalisation de fioul et aux travaux réalisés pour la réparer, l'exploitant a annoncé à l'inspection avoir pris contact avec la société spécialisée afin de faire réaliser un premier diagnostic sur la pollution générée par la fuite de fioul. La société spécialisée a prévu de se rendre sur site afin d'effectuer une visite avant travaux le 15 décembre 2022.

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre, avec la société qu'il a choisi pour

l'accompagner, toutes les mesures permettant :

- de qualifier et quantifier l'impact de la pollution, notamment au niveau des sols et des eaux souterraines ;
- de prévoir les moyens de surveillance permettant de s'assurer que la pollution ne sorte pas du site ;
- d'établir au besoin un plan de gestion.

Les études et travaux réalisés doivent être menés conformément aux dispositions de la norme NF X 31-620.

L'exploitant transmettra à l'inspection, au fur et à mesure, l'ensemble des éléments concernant cette pollution.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Identification des produits	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 6.1.1	/	Sans objet
2	Suivi des canalisations	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.4.5	/	Sans objet
3	Vérification des équipements	Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas considéré le fioul comme étant une substance dangereuse et n'a pas appliqué les prescriptions réglementaires imposées notamment vis-à-vis du repérage, de la surveillance et des contrôles associés aux réseaux de transport de celui-ci.

L'écoulement du fioul dans le sol nécessite des investigations complémentaires de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 6.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Identifications des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose sur le site des documents lui permettant d'identifier la nature et les risques des substances et des préparations dangereuses présentes dans l'établissement, et en particulier les fiches de données de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. L'exploitant doit également disposer, le cas échéant, des schémas mis à jour des réseaux de transport des substances et mélanges dangereux, sur lequel seront identifiés les organes d'isolement.
Constats : NON-CONFORMITÉ L'exploitant a confirmé qu'il ne possédait aucun plan permettant de connaître l'emplacement du réseau de fioul. L'exploitant a informé l'inspection qu'il prévoyait de réaliser des travaux afin de reprendre le réseau de transport du fioul et ainsi pouvoir réaliser un plan à jour de ce réseau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi des canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux et Canalisations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les canalisations de transport de fluides dangereux [...] sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté que la canalisation de transport du fioul passe sous la dalle béton des ateliers, il est donc impossible d'effectuer les opérations d'examen ou de contrôle. NON-CONFORMITÉ La canalisation de transport est donc non accessible et ne peut pas faire l'objet d'examen ou de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vérification des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2019, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. [...] Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a confirmé qu'il n'existait pas de contrôle du circuit de transport de fioul. Cependant l'exploitant a informé l'inspection que suite aux réparations réalisées sur la canalisation de fioul, il avait effectué une épreuve de celle-ci sous pression de 3 bars d'air afin de vérifier son étanchéité. NON CONFORMITÉ Il n'existe pas de documents consignants les contrôles effectués sur les installations de transport du fioul.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet